

# “Où accueillir les primo-arrivants ?”

► Selon F. Schepmans, 35 000 migrants sont arrivés à Bruxelles en 2007.

**B**ruelles, terre d'accueil. Selon les chiffres fournis par la députée bruxelloise MR Françoise Schepmans, en 2007, sur "la surface limitée de ses 19 communes", la Région bruxelloise a accueilli près de 35 000 migrants. Contre 40 000 en Flandre et 20 000 en Wallonie. "C'est énorme !", explique la députée dans un communiqué. "Ce phénomène contribue directement à alimenter le boom démographique dans la capitale". Or, selon la Molenbeekoise, "si tout le monde a conscience que les vagues d'immigration précédentes n'ont bénéficié d'aucune forme de politique d'accueil, aujourd'hui, la situation reste inchangée à Bruxelles. Du moins du côté francophone." Et ce, "alors même qu'il s'installe par exemple jusqu'à 3 000 étrangers par an dans une commune comme Schaerbeek".

Or l'élue MR l'a remarqué : les bureaux bruxellois du BON (Brussels Onthaalbureau) ont "le vent en poupe" et "facilitent l'intégration" des étrangers qui s'installent en Région bruxelloise, "en mettant l'accent sur l'apprentissage de la langue, l'orientation professionnelle, les bases du droit belge et l'enseignement". Selon Françoise Schepmans, avec seulement trois an-

tennes pour une population "essentiellement francophone ou francophile", ils ont fourni un accompagnement à près de 2 000 personnes l'an dernier.

Mais du côté de la Cocof, le projet d'un cadre d'accueil similaire est "toujours inexistant", regrette la députée. Or le programme de la majorité prévoyait la mise en place de ce type de bureaux d'accueil pour les primo-arrivants à Bruxelles. La députée a interpellé le ministre-Président Charles Picqué (PS) ce vendredi pour voir où en était le dossier. Elle n'a visiblement pas été emballée par sa réponse. "Charles Picqué s'est contenté une fois de plus de déplorer l'absence de moyens aux fins et de rejeter la balle au Fédéral. Mais n'est-il pas temps de décloisonner les budgets entre la Région et la Cocof pour financer les politiques d'intégration ?", s'interroge la députée libérale.

Selon elle, il est temps de "cesser cette schizophrénie." "Transférons une partie des fonds des contrats de quartier ou encore des contrats de prévention et de sécurité pour financer la création de bureaux d'accueil. Montrons-nous créatifs et ne restons pas passifs en attendant un éventuel refinancement de la Région." Pour Françoise Schepmans, il y a un manque "flagrant" de cohérence et d'ambition dans l'attitude de l'Olivier (PS-CDH-Ecolo) en place à Bruxelles. "Quasiment un an après la reconduction de son bail, c'est toujours la politique des grands objectifs... assoupis dans les cartons.", dénonce-t-elle.

R.M.